

STATUTS

Excision, parlons-en !

Association déclarée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 modifiée par la loi n° 81-909 du 9 octobre 1981 et du décret du 16 août 1901.

L'association *Excision, parlons-en !* est ouverte à toute personne quelle que soit sa nationalité, pourvu qu'elle se rallie aux objectifs définis à l'article 3, et à eux seulement dans le cadre de l'association.

L'association se veut solidaire des femmes, groupes ou associations qui, en France ou dans d'autres pays, promeuvent l'abandon des pratiques mutilatrices perpétrées sur les femmes et toute autre pratique ou « coutume » ayant un effet néfaste sur la santé des femmes et des enfants.

L'association peut coordonner ses actions avec celles de femmes et d'hommes, groupes ou associations mixtes, soucieux du respect du droit à la santé de la personne, des droits humains - droit à la santé, droit d'être protégé contre toutes les formes de violences - sous réserve que ceci n'entraîne pas de contradiction avec la démarche globale d'*Excision, parlons-en !*

ARTICLE PREMIER – NOM

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre: *Excision, parlons-en !*



ARTICLE 2 – DEFINITION

L'excision, aussi appelée Mutilations sexuelles féminines (MSF) ou Mutilations génitales féminines (MGF), recouvre toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes sexuels externes de la femme ou autre lésion des organes sexuels féminins, en référence à la Déclaration commune OMS/UNICEF/FNUAP, qui distingue 4 types de mutilations sexuelles féminines.

ARTICLE 3 - OBJET

Les mutilations sexuelles subies par des millions de femmes et de fillettes constituent une atteinte grave à leurs droits fondamentaux à la vie, à l'intégrité, à la dignité en même temps qu'elles peuvent entraîner des conséquences irréremédiables sur leur santé physique et mentale.

Cette association a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde, et dans la défense des droits humains et des droits des femmes en particulier. Une attention particulière est portée aux droits et à la santé des femmes et des enfants.

L'association a pour objectif de défendre les droits humains et notamment ceux des femmes et des filles. Elle se propose d'œuvrer à la disparition de l'excision en privilégiant un travail de mutualisation des expertises de différents acteurs, ainsi que l'information, l'éducation et la formation.

Elle est laïque et apolitique.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au siège de la Fédération GAMS, 51 avenue Gambetta, 75020, Paris. Il pourra être transféré partout en France par simple décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 6 - COMPOSITION

Les membres de l'association sont les:

- 1) Adhérent(e)s fondateur(-rice)s : Sont adhérent(e)s fondateur(-rice)s, les personnes qui ont contribué à la fondation d'*Excision, parlons-en !*.
- 2) Personnes morales adhérentes : sont adhérentes les personnes morales agréées sur leur demande par le Conseil d'Administration, qui ont signé la charte d'*Excision, parlons-en !*, qui règlent leur cotisation annuelle dont le montant est défini et validé en Assemblée Générale, et qui contribuent par leur action à la réalisation des objectifs d'*Excision, parlons-en !*.

Les personnes morales adhérentes doivent désigner nommément un-e représentant-e permanent-e et en informer l'association par lettre ordinaire. A défaut, le représentant de la personne morale devra présenter un pouvoir en bonne et due forme pour participer aux instances d'*Excision, parlons-en !*.

- 3) Personnes physiques adhérentes : sont adhérentes les personnes physiques qui ont signé la charte d'*Excision, parlons-en !*, qui règlent leur cotisation annuelle dont le montant est défini et validé en Assemblée générale, et qui contribuent par leur action à la réalisation des objectifs d'*Excision, parlons-en !*.

ARTICLE 7 - SOUTIENS A L'ASSOCIATION

Soutiennent l'association les :

- 1) Partenaires : sont partenaires les personnes morales dont le statut ou règlement intérieur ne permettent pas d'adhérer à l'association mais qui contribuent par leur action à la réalisation des objectifs d'*Excision, parlons-en !*.
- 2) Bienfaitrices et bienfaiteurs : sont bienfaitrices et bienfaiteurs les personnes qui ont fait un don à *Excision, parlons-en !*.

ARTICLE 8 - MODALITES D'ADHESION

- 1) Il existe trois modalités d'adhésion cumulatives à *Excision, parlons-en !*: la signature de la charte d'*Excision, parlons-en !*; le règlement des cotisations, ; et concernant les personnes morales, l'accord du Conseil d'administration d'*Excision, parlons-en !*;
- 2) Les montants des cotisations sont décidés en Assemblée Générale ;
- 3) Les cotisations sont dues annuellement. Tout membre est soumis à cotisation au moment de son adhésion, celle-ci étant renouvelée avant la tenue de l'Assemblée générale ordinaire. Les étudiants, chômeurs et retraités bénéficient d'un tarif spécial ;
- 4) Le Conseil d'administration se réserve le droit, à titre exceptionnel, d'exonérer certains adhérent-e-s de leur cotisation au regard de leur implication dans la mise en œuvre des activités d'*Excision, parlons-en !*.
- 5) Les adhérent-e-s et les adhérents actifs-ves, personnes physiques, peuvent appartenir à d'autres structures politiques, syndicales ou féministes. Cependant, toute candidature est individuelle sans référence au groupe, syndicat ou parti d'origine.

- 6) Les personnes salariées par *Excision, parlons-en !* peuvent aussi en être adhérentes ; mais elles ne peuvent pas voter à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 9 - RADIATIONS

La qualité d'adhérente ou d'adhérent se perd par :

- 1) Le décès pour les personnes physiques ou la dissolution pour les personnes morales ;
- 2) La démission, qui doit être signifiée par lettre ordinaire au Conseil d'Administration ;
- 3) Le non-paiement des cotisations annuelles ;
- 4) La radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave. La personne intéressée devra avoir été préalablement convoquée devant le Conseil d'Administration par lettre recommandée, mentionnant précisément la date et le lieu de cette réunion, le motif de la convocation, et les griefs retenus à son encontre, afin qu'elle puisse présenter ses explications sur le (ou les) point(s) de litige.

ARTICLE 10 - AFFILIATION

L'association peut par ailleurs adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements par décision du Conseil d'administration.

ARTICLE 11 – RESSOURCES

- 1) Les cotisations ;
- 2) Les dons manuels ;
- 3) Les dons en nature ;
- 4) Les subventions de l'Etat, des départements, des communes, des collectivités, des établissements publics, des organismes nationaux ou internationaux ;
- 5) Les sommes perçues en contrepartie des prestations fournies par l'association ;
- 6) Toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et règlements en vigueur.

ARTICLE 12 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale comprend toutes les adhérentes et tous les adhérents de l'association à quelque titre qu'ils y soient affiliés. Elle se réunit au moins une fois par an. Les adhérentes et les adhérents sont convoqués quinze jours au moins avant la date fixée par le Conseil d'Administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. L'Assemblée Générale délibère valablement sur première convocation, si un quart au moins de ses membres est présent ou représenté. A défaut, elle sera reconvoquée dans un délai minimum de 15 jours, sans condition de quorum.

Toutes les décisions prises en Assemblée Générale doivent l'être à la majorité des deux tiers des adhérentes et des adhérents présents ou représentés. Chaque adhérent-e- présent-e- ne peut avoir plus de deux pouvoirs.

Chaque année, l'Assemblée Générale approuve les comptes de l'exercice écoulé, vote le budget, fixe le montant de la cotisation annuelle, et élit le Conseil d'Administration.

Elle peut en outre être convoquée, si besoin est, sur décision du Conseil d'Administration ou sur la demande de la moitié plus un-e- des adhérent-e-s inscrit-e-s.

ARTICLE 13 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur la demande d'un quart des membres inscrits, le - la président-e peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour la modification des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présent-e-s ou représenté-e-s.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un Conseil d'administration constitué d'adhérentes et d'adhérents, élus chaque année par l'Assemblée Générale. Il comprend entre 6 et 9 membres remplissant les conditions suivantes : personne physique, majeure, non privée de ses droits civiques, non placée sous sauvegarde de justice ni mise en tutelle ou curatelle, non salariée de l'Association et adhérent.e de l'association. S'il représente une personne morale, cette dernière ne doit pas être mise en redressement judiciaire ou dissoute pour quelque cause que ce soit.

Les membres sortants sont rééligibles.

Dès qu'il en aura été informé, le Conseil d'Administration prendra acte de la démission des membres ne remplissant plus les conditions fixées ci-dessus. Il pourra aussi considérer comme démissionnaire de ses fonctions, tout membre qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives du Conseil d'Administration.

En cas de vacance, le Conseil d'Administration peut pourvoir provisoirement au remplacement de ses membres défaillants. Il est procédé au remplacement définitif lors de la plus proche Assemblée Générale. En cas de vacance de la totalité des postes du Conseil d'Administration, une Assemblée Générale est convoquée par un(-e) adhérent(-e) de l'association avec pour seul ordre du jour, soit l'élection de nouveaux membres du Conseil d'Administration, soit la dissolution de l'association.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Le Conseil d'Administration vérifie les justificatifs présentés à l'appui des demandes de remboursement de frais de ses membres. Il statue sur ces demandes hors la présence des intéressé(e)s.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins quatre fois par an à des dates et lieux connus de tous. Des réunions exceptionnelles peuvent être organisées à la demande du quart des adhérentes et des adhérents le constituant. La présence du tiers des membres est nécessaire pour la validité de délibérations. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration peut inviter des membres adhérents de l'association, des membres du personnel, ou toute personne qu'il jugera utile, à participer à tout ou partie de ses réunions. Il est tenu procès verbal des séances. Les procès verbaux sont lus en début des réunions suivantes pour approbation.

Le registre des procès verbaux est tenu à disposition des adhérent-e-s au siège social de l'association.

ARTICLE 15 – LE BUREAU

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un bureau composé de :

- 1) Un(e) président(e) ;
- 2) Un(e) secrétaire général(e) et un(e) secrétaire suppléant(e)
- 3) Un(e) trésorier(e) et un(e) trésorier(e) suppléant(e)
- 4) Deux vice-président(e)s.

Les membres du Bureau ne peuvent être élus consécutivement plus de 5 ans à leur fonction. Les membres du Bureau se réunissent régulièrement.

Les fonctions de président et de trésorier ne sont pas cumulables.

ARTICLE 16 – INDEMNITES

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs. Le rapport financier présenté à l'assemblée générale ordinaire présente, par bénéficiaire, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation.

ARTICLE 17 – REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration, qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DES STATUTS

A l'exception de l'article 3, les présents statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale, aux conditions de convocation, de quorum et de vote fixées à l'article 11.

ARTICLE 19 – DISSOLUTION

La dissolution de l'association ou la modification de l'article 3 ne peuvent être décidées que par une Assemblée Générale Extraordinaire, réunissant au moins la moitié de ses membres à jour de leur cotisation annuelle, statuant à la majorité des deux tiers des seuls membres présents. En cas de dissolution, un ou des liquidateurs sont nommés, qui procèdent à la dévolution de l'actif conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Fait à Paris, le 21 juin 2017

La présidente

Isabelle GILLETTE-FAYE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Isabelle Gillette-Faye', written over a horizontal line.

La secrétaire

Isma Benboulerbah

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Isma Benboulerbah', written over a horizontal line.